

Une nouvelle Europe ?

Christophe Boutin
Professeur des universités



Une nouvelle Europe serait-elle en train de naître en cette année 2018 ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer, mais il est d'ores et déjà certain que les élections du Parlement européen prévues en 2019 vont permettre de voir plus clairement ce qu'il en est de l'évolution du continent et, surtout, de cette structure qui prétend le diriger, l'Union européenne.

On rappellera le projet des pères fondateurs, Monnet et Schuman : le projet d'union politique fédérale bâti autour du Conseil de l'Europe ayant échoué, il s'agissait de mettre en place une intégration plus lente, essentiellement économique, mais qui conduise inéluctablement les États-membres à l'intégration politique. La CEE, puis l'Union européenne, ont été conçues sur cette base : contourner les blocages des peuples et des nations pour les conduire où les « visionnaires » - en fait les technocrates et les représentants d'intérêts économiques supranationaux, quand ce n'étaient pas tout simplement les agents de puissances étrangères au continent – souhaitaient les mener.

On comprend mieux dès lors cette tension permanente qui agite la « construction européenne », notamment dans un vieil État nation comme la France, de l'échec de la Communauté européenne de défense (1954) à celui du projet de « Constitution pour l'Europe » (2005). Mais, à chaque fois, niant les choix populaires, les partisans du fédéralisme européen ont relancé l'intégration, aboutissant à l'Union actuelle, étendue à un grand nombre des États du sous-continent et à de massifs transferts de compétence de la part des États membres, allant jusqu'à la création d'une monnaie unique.

Pour autant, depuis des années « l'euroscpticisme » ne cesse de monter dans la plupart des États européens. D'abord, à cause d'une faiblesse économique : certains des États financent à perte depuis des dizaines d'années, une politique d'aide, orientée d'abord du Nord vers le Sud, puis vers l'Est, quand, en sus, l'instauration de la monnaie unique a accentué le décalage entre les économies continentales au principal profit de l'Allemagne réunifiée. Ensuite, parce que les principes qui devaient maintenir l'Union dans certaines limites – la

subsidiarité par exemple – ont été niés et par la Commission et par une Cour de justice (CJUE) toujours prompte à faire primer les intérêts de l'Union sur ceux des nations. Enfin, ces dernières années, parce que l'Union s'est révélée incapable de faire face à un fait migratoire qui constitue, avec ses deux volets identitaire et sécuritaire, l'inquiétude principale des peuples européens.

De là l'évolution actuelle, et cette Europe qui craque sous nos yeux. En 2016, par référendum, les Britanniques choisissent de quitter l'Union : c'est le *Brexit*. Le groupe de Visegrad, qui comprend la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, constitué à l'origine par ces anciens pays du bloc de l'Est pour intégrer l'Union européenne et l'OTAN, s'oppose maintenant, notamment en matière d'ouverture des frontières aux migrants, aux décisions de Bruxelles, dictées par une Angela Merkel aussi irresponsable qu'autiste. La Suède ou le Danemark, traditionnellement ouverts, ont rétabli un contrôle aux frontières, quand les Pays-Bas, apôtres de la plus extrême tolérance dans bien des domaines, reviennent sur leur politique en matière d'immigration et que, même en Allemagne, la CSU semble confirmer un virage conservateur. Partout les mouvements dits « populistes », qui sont bien souvent, tout simplement, des partis nationalistes qui n'entendent pas voir une démocratie pour laquelle ils se sont battus au XXe siècle confisquée par un pouvoir supranational, progressent aux élections..

Des « démocraties illibérales », selon la formule maintenant consacrée, sont alors montrées du doigt par les europhiles, de Merkel à Macron en passant par Soros, stigmatisant les choix des gouvernements de Pologne, de Hongrie, d'Autriche, d'Italie ou de Slovénie. On leur reproche d'accepter de travailler avec des membres de partis « d'extrême droite », un qualificatif médiatique rabâché qui ne recouvre rien de précis et qui pourrait s'appliquer au programme du nationalisme gaulliste, voire à celui du chiraquisme des années quatre-vingt. On leur reproche aussi de vouloir préserver leur identité culturelle et ethnique, de souhaiter persévérer dans leur être national, de ne pas comprendre que l'Europe ne doit plus être qu'un territoire ouvert à la mondialisation prétendument « heureuse » et dont les peuples doivent être revivifiés par l'arrivée massive de groupes ethniques étrangers à ses civilisations et refusant souvent de s'y intégrer ; de ne pas croire au règne du droit, ni au « patriotisme constitutionnel » d'Habermas, ni à ces droits de l'homme – maintenant « droits humains » pour ne pas être genrés – sous l'égide desquels se met en place un système de destruction du monde qui avait permis leur épanouissement !

Les dernières péripéties italiennes ont montré clairement le fonctionnement du système, mais aussi les limites en 2018 de ce fonctionnement. D'abord, et malgré les pressions, les mises en garde, la propagande payée par l'Union européenne, une révolte populiste dans les urnes profite aux élections législatives à La Ligue et au M5S, populistes de droite et de gauche donc, mais unis dans un même rejet de la politique de l'Union. C'est ensuite la conclusion d'un accord entre les deux, pour mettre en place un gouvernement d'union dirigé par un homme neutre, le professeur de droit Giuseppe Conte, mais sa nomination est refusée par le président de la République, Sergio Mattarella. S'estimant être le garant des traités européens, celui-ci use d'un pouvoir certes légal, mais sous-estime le choc de deux légitimités, quand il ne dispose pas de lien direct avec le suffrage. De plus, il ajoute comme provocation la proposition de nommer comme chef du Gouvernement Carlo Cottarelli, un ancien cadre du FMI, tandis que, finement, le commissaire européen Günther Ottinger affirme : « Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter ». Dans ce contexte, Cottarelli n'aurait pas eu le soutien du Parlement, et de nouvelles élections auraient dû avoir lieu à l'automne. Or les premiers sondages étaient clairs : les populistes avaient gagné en une semaine de crise 10 points par rapport aux élections précédentes, et un raz-de-marée en leur faveur était prévisible. Prudente, la technocratie européenne a donc fait machine arrière et,

après quelques modifications de son gouvernement, Conte est enfin nommé par Mattarella et il entre en fonction le 1^{er} juin..

On le voit, le temps n'est plus où l'on faisait impunément revoter les peuples qui avaient eu le mauvais goût de refuser le suicide dans une intégration plus poussée encore. D'ailleurs, l'Italie, aux origines de la CEE et véritable puissance économique, n'est pas la Grèce, et ses dirigeants sont d'une autre trempe qu'un Tsipras, gauchiste qui s'est finalement couché devant les politiques d'austérité imposées par Bruxelles. L'épisode italien dit bien l'extrême lassitude de peuples qui entendent rester fiers de leur Histoire, de leur culture et de leurs valeurs ; des peuples souverains qui, poussés à bout, osent envisager librement toutes les possibilités. Une lame de fond traverse toute l'Europe... et pourrait bien la réveiller en 2019.